



**PRÉFET  
DE LA VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
20, rue de la Providence  
86000 Poitiers

Poitiers, le 24 novembre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19 novembre 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Site sis**

"Au bois merluchon"  
86150 Queaux

Références : 2025 1413 UbD 16-86 Env 86  
Code AIOT : 0100289757

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 novembre 2025 dans l'établissement Beau jackie implanté "Au bois merluchon" 86150 Queaux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- "Au bois merluchon" 86150 Queaux
- Code AIOT : 0100289757
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non
- VHU illégal (rubrique 2712)
- Stockage et transit illégal de déchets (rubrique 2713)

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Exploitation d'une installation soumise à enregistrement	Code de l'environnement du 20/11/2025, article L. 512-7 / R. 543-155-1	Levée de mise en demeure
2	Exploitation d'une exploitation soumise à déclaration	Code de l'environnement du 20/11/2025, article L.512-8	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le propriétaire du terrain a été mis en demeure par arrêté du 24 juin 2025 de régulariser sa situation administrative ou de cesser ses activités.

L'exploitant a fait le choix de cesser ses activités en évacuant tous les VHU et dépôts de métaux ferreux ou non ferreux de son terrain.

Le jour de l'inspection, le propriétaire respecte les termes de la mise en demeure du 24 juin 2025.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Exploitation d'une installation soumise à enregistrement

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 20/11/2025, article L. 512-7 / R. 543-155-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement
<b>Prescription contrôlée :</b>  article L. 512-7 du code de l'environnement <i>I. - Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées. [...]</i>  article R. 543-155-1 du code de l'environnement <i>Les installations qui ne sont pas enregistrées au titre de la rubrique 2712 de la nomenclature des installations classées ne peuvent réceptionner de véhicules hors d'usage. Toutefois, les centres VHU titulaires d'un agrément délivré avant le 1er janvier 2025 qui ne sont pas soumis à enregistrement au titre de la rubrique mentionnée au précédent alinéa peuvent réceptionner des véhicules hors d'usage, tant que cet agrément n'est pas retiré ou suspendu dans les conditions prévues à l'article R. 515-38.</i>
<b>Constats :</b>  Le 29 juillet 2025, l'exploitant a transmis à nos services un courrier stipulant qu'il ne voulait pas déposer de demande d'Enregistrement pour la rubrique 2712. Une planche photo du terrain attestait que tous les VHU avaient été évacués par des organismes agréés et par l'exploitant lui-même. Les bons d'enlèvement sont fournis pour preuve. Le jour de l'inspection, l'exploitant fait constater que le terrain est nu. L'exploitant respecte les termes de l'arrêté de mise en demeure du 24 juin 2025. L'IIC propose de lever celle-ci.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 2 : Exploitation d'une exploitation soumise à déclaration**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 20/11/2025, article L.512-8
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>Sont soumises à déclaration les installations qui, ne présentant pas de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, doivent néanmoins respecter les prescriptions générales édictées par le préfet en vue d'assurer dans le département la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1.</i> [...]
<b>Constats :</b>  Le 29 juillet 2025, l'exploitant a transmis à nos services un courrier stipulant qu'il ne voulait pas déposer de demande de Déclaration pour la rubrique 2713. Une planche photo du terrain attestait que tous les métaux ferreux et non ferreux avaient été évacués par des organismes agréés et par l'exploitant lui-même. Les bons d'enlèvement sont fournis pour preuve. De plus, l'exploitant avait fourni un extrait d'immatriculation principale au registre du commerce et des sociétés pour une activité d'achat et revente de métaux ferreux et non ferreux qu'il souhaitait maintenir sous le seuil ICPE de 100 m <sup>2</sup> de surface d'entreposage. Le jour de l'inspection, l'exploitant fait constater que le terrain est nu. L'exploitant respecte les termes de l'arrêté de mise en demeure du 24 juin 2025. L'IIC propose de lever celle-ci.  L'exploitant précise qu'il est en train de faire les démarches pour stopper son activité sus-citée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant fournira le justificatif de l'arrêt de son activité d'achat et revente de métaux ferreux et non ferreux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure